

**ARRETE DU MAIRE n° 26-180**  
**Portant alignement de voirie – BC 200 / BC 201**

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES, DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE  
SERVICE AMENAGEMENT ET BATIMENT

**LE MAIRE DE LA VILLE DE FALAISE,**

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21, 5° ;

Vu le Code général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L.3111-1 ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L.112-1 à L.112-8, L.141-3, et R.116-2 ;

Vu le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé le 09 mars 2026 par Monsieur Jean-Marc PIERROT, géomètre-expert, annexé au présent arrêté (conforme à la doctrine de l'ordre des géomètres-experts) ;

Vu la volonté de la Communauté de Communes du Pays de Falaise de constater la limite de la propriété de la voie communale dénommée « *Rue Croix d'Olivet* », affectée de la domanialité publique artificielle, au droit des propriétés privées riveraines cadastrées Section BC n° 200 et BC n° 201 ;

Vu la conformation des lieux ;

CONSIDERANT la nécessité de porter alignement de la voie communale dénommée « *Rue Croix d'Olivet* », affectée de la domanialité publique artificielle, au droit des propriétés privées riveraines cadastrées Section BC n° 200 et BC n° 201 ;

**A R R E T E**

**Article 1 - Alignement**

La limite de fait de l'ouvrage public routier est constatée conformément au plan d'alignement au droit des parcelles BC 200 et BC 201, figurant en annexe du procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété de personnes publiques, tous les deux annexés au présent arrêté. Ce plan d'alignement permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets de la limite.

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. La limite foncière de propriété est déterminée suivant la limite de fait visée à l'article 1. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

**Article 2 - Responsabilité**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211402581-20260522-26-180-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/06/2026  
Affichage : 03/06/2026

### Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

### Article 4 - Notification

Le présent arrêté sera notifié au(x) riverain(s) concerné(s) et à Jean-Marc PIERROT, géomètre-expert ;

### Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. À défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

### Article 6 - Atteintes au domaine public routier


Le présent arrêté devra être respecté dans son contenu, sous peine de poursuites pour contravention de voirie en application de l'article R\*116-2 du Code de la voirie routière susvisé.

### Article 7 – Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Ville de FALAISE.

Fait en l'Hôtel de Ville de FALAISE, le 22 mai 2026.

Le Maire  
M. Hervé MAUNOURY



#### Annexes :

Procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques, établi le 09 mars 2026 par Jean-Marc PIERROT

Plan d'alignement sur voie au droit des parcelles BC 200 et BC 201.

TRANSMIS A LA PREFECTURE DU CALVADOS  
& AFFICHE LE 03 JUIN 2026

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au maire dans le délai de deux mois suivant la date de sa publication ou de sa notification, et / ou d'un recours contentieux par courrier adressé au tribunal administratif de Caen (3 Rue Arthur Le Duc 14000 CAEN) dans le délai de deux mois suivant soit la date de sa publication ou de sa notification, soit éventuellement, la date de rejet, tacite ou express, du recours gracieux. Le tribunal administratif de Caen peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211402581-20260522-26-180-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/06/2026  
Affichage : 03/06/2026

